

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

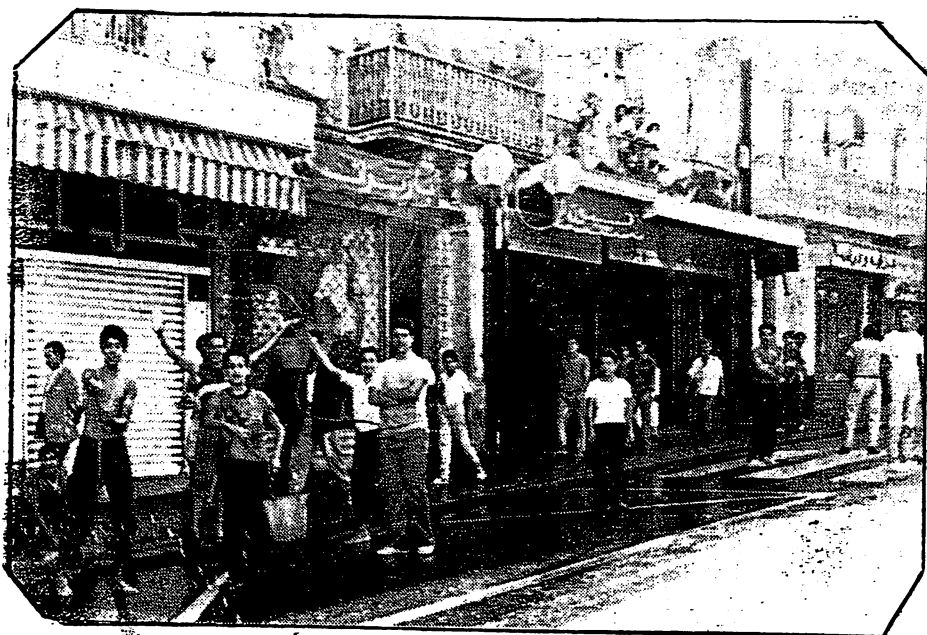
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 10 OCTOBRE 1988

N° 173

PRIX: 3FF



**APRES  
HAITI,  
BIRMANIE...**

SOMMAIRE  
AU  
VERSO

**EN ALGERIE, LES PAUVRES**

**MONTRENT**

**LEUR**

**COLERE**



## SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Page 3

- Mauritanie: emprisonnement et élimination des opposants

Pages 4 et 5

- Sénégal: Wade regrette sans regretter la fin de la table ronde

Page 5

- Mali: Moussa Traoré le démagogue

Pages 6 et 7

- Côte d'Ivoire: "Retour des jeunes à la terre" ou la trouille du régime ?

Pages 7 et 8

- Tchad-Libye: vers une entente entre les deux dictateurs ?

- Tchad: l'effort de guerre, un filon d'or

Page 9

- Guinée: les illusions sur le "non" de Sékou Touré

## A B O N N E M E N T

France: 1 an

- Pli ouvert: 55 F

- Pli fermé: 65 F

### Etranger

- Ecrire au journal

## A D R E S S E

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT, B.P. 42  
92114-CLICHY Cedex

## é d i t o r i a l

APRES HAITI, BIRMANIE . . . EN ALGERIE,

LES PAUVRES MONTRENT LEUR COLERE

Ce que les autorités algériennes craignaient le plus est arrivé. Le mouvement de contestation qui a commencé à Alger s'est rapidement étendu dans les faubourgs populaires de la capitale pour embraser comme une traînée de poudre les autres villes telles que Oran et Tizi-Ouzou, en Kabylie.

Des milliers de jeunes manifestants, partis des quartiers populaires, des faubourgs ou bidonvilles surpeuplés, ont envahi les rues. Ils se sont attaqués à certains symboles du pouvoir: les commissariats de police, les sièges du F.N.L, les immeubles administratifs, ainsi que les hôtels de luxe, les "Monoprix", qui regorgent d'articles de consommation réservés aux riches, aux bourgeois locaux et à la classe dirigeante. Ces articles qui sont hors de portée des petites bourses ont été pris d'assaut et pillés. De même des camions de semoule en route pour la Tunisie ont été interceptés, tout comme les camions de frigos destinés à la Libye.

Des policiers, puis des militaires envoyés en renfort pour protéger les nantis, leurs richesses et les édifices publics, se sont heurtés aux manifestants. Les forces de l'ordre partout, débordées, ont tiré sur la foule des jeunes. Il y aurait plus de deux cents morts, selon le bilan officiel provisoire.

Cette boucherie, commanditée par les dirigeants pris de panique et pour qui seuls comptent leur place et les privilèges qu'ils en tirent, n'a pas entamé la détermination des manifestants; ils étaient toujours des milliers à crier leur colère contre la situation intolérable que le pouvoir leur assigne.

Les jeunes constituent plus de la moitié de la population algérienne. La plupart d'entre eux sont venus des campagnes en villes dans l'espoir de trouver un petit travail. Ils se sont retrouvés là, désœuvrés, entassés par milliers dans les quartiers, faubourgs populaires ou bidonvilles. Ils étaient venus grossir le nombre des sans-emplois des villes. Ils ne voient aucune issue à leurs conditions de vie précaires. Quant au pouvoir, il est incapable de les sortir de cette vie misérable alors que dans le même temps les dignitaires du régime affichent les signes extérieurs de richesse et leur arrogance vis-à-vis des pauvres.

Alors, ils n'ont d'autre choix que de revendiquer l'amélioration de leurs conditions de vie, comme l'ont fait quelques jours plus tôt leurs aînés, les travailleurs des secteurs publics ou privés, en se mettant en grève. Ce sont les salaires trop bas devant une inflation galopante, qui ont poussé leurs aînés à se mettre en grève.

La goutte d'eau qui avait fait déborder le vase serait

... / ...

le discours de Chadli Bendjedid, en mi-septembre, demandant à l'ensemble des travailleurs de se serrer encore plus la ceinture. Les bas salaires, la vie chère, les conditions de vie difficiles et l'incertitude du lendemain sont parmi les motifs qui ont poussé les travailleurs à faire grève et les jeunes à descendre massivement dans les rues.

La situation explosive qui secoue aujourd'hui l'Algérie, d'autres pays l'ont déjà connue. A Haïti, aux Philippines ou dernièrement en Birmanie, de larges couches populaires, en descendant massivement dans les rues, avaient mis en difficulté ou fait chuter les régimes dictatoriaux, pourtant réputés pour leurs répressions sauvages.

Il n'y a pas si longtemps, en Tunisie et au Maroc, les populations se sont révoltées contre l'augmentation brutale du prix du pain, la non subvention par l'Etat de certaines denrées de première nécessité. Dans les deux cas, les autorités avaient réussi à calmer la situation en annulant les hausses de prix abusives.

La situation que connaît aujourd'hui l'Algérie peut fort bien se reproduire dans n'importe quel autre pays d'Afrique, parce que les problèmes des populations pauvres sont très semblables.

Pour le moment, on ne sait pas comment va se terminer ce conflit qui donne la frousse aux dirigeants algériens. Mais ce qui fait défaut, c'est le manque d'organisation prolétarienne capable de donner une perspective révolutionnaire à la lutte des travailleurs et des jeunes.

En l'absence d'une telle organisation, ce sont les partis de l'opposition bourgeoise tels que le "Mouvement Démocratique Algérien" de Ben Bella ou les intégristes musulmans qui risquent de canaliser le mécontentement à leur profit.

#### MAURITANIE : EMPRISONNEMENT ET ELIMINATION DES OPPOSANTS

Le 14 septembre, le tribunal de Nouakchott a condamné treize personnes. Six d'entre elles ont écopé cinq ans de prison ferme, cinq autres ont eu quatre ans d'emprisonnement.

Ces opposants, appartenant au mouvement "baassiste", ont été condamnés sous prétexte de "participation à une entreprise de démoralisation de l'armée . . . pour le compte d'une puissance étrangère". En réalité, ce qu'on leur reproche, c'est d'être des opposants du régime.

D'autre part, on apprend que des détenus négro-africains de la prison de Walata, condamnés il y a un an pour "activisme noir" seraient morts en prison. Le bagne de Walata, ancien camp militaire français datant du siècle dernier, est considéré comme un mouvoir.

Le régime d'Ould Taya, tout comme ceux qui l'ont précédé, n'a pas d'autres solutions que l'emprisonnement ou l'élimination physique des opposants.

## SENEGAL

### Wade regrette sans regretter la fin de la table ronde

La "table-ronde" autour de laquelle Abdou Diouf avait réussi à faire asseoir la plupart des partis d'opposition n'a pas duré plus d'un mois, au grand regret, faut-il le dire, du PDS qui accuse Diouf d'avoir "torpillé les négociations." Au cours de son récent meeting parisien, A. Wade a tenu à préciser que "l'échec des négociations n'est pas de (son) fait".

Chacun, le PDS (et avec lui ses alliés) comme les représentants du pouvoir, rejette la responsabilité de la rupture sur l'autre. Il est manifeste qu'aucun des protagonistes ne souhaite jeter de l'huile sur le feu.

Diouf comme Wade sont au moins d'accord sur une chose, c'est que personne ne veut que recommencent de nouveau des manifestations et des révoltes comme celles qui ont eu lieu en février-mars dernier. Ils sont tous les deux d'accord pour chercher des arrangements à l'amiable. Il ne faut surtout pas que la population s'en mêle et encore moins en sortant dans la rue.

A. Wade a beau crier dans tous ses discours le slogan du "Sopi" mais en réalité il a peur du débordement de la rue. Et en fait, s'il a "suspendu" puis "retiré" sa participation à la "table-ronde", c'est parce qu'il a vu que ses contacts avec le pouvoir le discréditaient plus qu'autre chose aux yeux des manifestants, des étudiants et lycéens qui continuaient à boycotter les facultés et les lycées malgré son appel à la reprise.

C'est par calcul politique qu'il a rompu la négociation avec Diouf en accusant ce dernier de bloquer la discussion. Diouf pourra tout de même remercier Wade d'avoir contribué à calmer la situation, tout au moins d'avoir tout fait pour qu'elle ne s'aggrave pas.

Le problème de Wade actuellement, c'est de se comporter comme l'homme sage, responsable, l'éventuelle roue de secours capable de gouverner le pays (pour le plus grand bien de l'impérialisme et des privilégiés locaux) mais aussi comme un opposant irréductible au régime de Diouf, un opposant sur qui tous les mécontents peuvent compter. Et dans cette histoire, les seules personnes que Wade veut tromper sont les pauvres, les travailleurs et les petites gens qui mettent leur espoir sur lui pour changer leur sort. Car il n'est rien d'autre qu'un politicien bourgeois ambitionnant de prendre la place de Diouf.

Si Wade critique la corruption du régime, fait semblant de dénoncer la baisse du pouvoir d'achat de la population, s'il critique tous azimuts la politique de Diouf, ce n'est pas parce qu'il a une autre politique radicalement différente de celle du régime actuel. C'est parce qu'il sait que cela lui donne une crédibilité auprès de ceux qui souffrent de la politique du régime. Il compte sur cette crédibilité pour parvenir à ses fins.

### Quand le PDS défend le patronat

"Sopi" (l'hebdomadaire du PDS) dans son numéro du 9 septembre donne "la parole aux patrons". Ceux-ci sont considérés comme de malheureuses victimes de la politique de Diouf.

Voici ce que le journaliste de Sopi écrit en leur endroit: "j'ai rencontré des gens ouverts, sympas, en T-shirts, chemises manches courtes, ou en bras de chemises. Des gens confrontés à des problèmes réels, aux effets de la crise, de la libéralisation

surtout qui frappe de plein fouet leurs entreprises..." Les pauvres ! si Wade n'arrive pas vite au pouvoir, ils vont se retrouver sur la paille et venir grossir le nombre de mendiants sur les trottoirs du marché de Sandaga!

Dans un numéro précédent, ce même journal dénonçait " la fermeture quotidienne des entreprises, des sociétés et des usines et le licenciement massif des travailleurs." Dans cette salade, il y a au moins un camp que "Sopi" veut tromper; car on ne peut pas défendre les patrons et ceux qu'ils exploitent.

Devinez vers où penche le coeur de Wade, le "Vice-président de l'Internationale Libérale" ?

### MALI: MOUSSA TRAORE LE DEMAGOGUE

Le 22 septembre dernier, à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance du Mali, Moussa Traoré a fait un geste spectaculaire pour redorer son blason. Il a grâcié certains prisonniers politiques dont soixante-dix-huit condamnés à mort ou aux travaux forcés.

Dans le même temps, il a décidé de fermer le camp d'emprisonnement de Taoudenit, le tristement célèbre bagne que le dictateur utilisait pour éliminer les opposants. Parmi les personnes libérées figurent entre autres d'anciens officiers de l'armée, le lieutenant-colonel Karim Dembélé et le chef de bataillon Alou Traoré ainsi que le l'Intendant général Nouhoum Diawara.

Ces trois officiers comme les autres ont été condamnés en février 1978 parce qu'ils étaient accusés de tentative de coup d'Etat et de détournements de fonds publics. Parmi les emprisonnés figuraient deux autres officiers, Tiécoro Bagayoko et Kissima Doukara. Ces deux derniers ont péri dans le bagne de Taoudenit, ce qui n'est pas étonnant puisque c'étaient ces hommes qui risquaient de virer le dictateur pour prendre sa place.

Et le comble, c'est que dans le même temps, Moussa Traoré a déclaré à un journaliste qu' "il n'y aucun prisonnier politique au Mali." Il n'y a, selon lui, que "des aigris, ceux qui ne s'adaptent pas aux nécessaires changements, il n'y a pas d'opposition constituée."

C'est sûr que le fait de devenir Président de l'OUA lui a certainement monté à la tête. Les mécontents, ce sont tous les travailleurs, paysans, les petits fonctionnaires du Mali. La majorité de la population du pays est opposée au régime corrompu du dictateur.

Les fonctionnaires en ont marre d'attendre des mois pour toucher leurs salaires, les jeunes n'acceptent pas d'être au chômage chronique, et les petites gens d'être rançonnées par les douaniers et les agents de l'Etat.

Il n' y a peut-être pas une opposition constituée pour abattre immédiatement le régime de Moussa Traoré, mais ce qui est sûr, c'est que lui-même est en train de préparer le terrain pour que toute la population mécontente descende dans la rue pour balayer son gouvernement et toute son équipe de mercenaires.

## COTE D'IVOIRE

### "Retour des jeunes à la terre" ou la trouille du régime ?

Depuis quelques temps le gouvernement ivoirien a lancé une campagne pour encourager les jeunes à "retourner à la terre". Il estime à 150 000 le nombre des jeunes qui pourront "bénéficier de son "aide". Celle-ci consiste à attribuer à certains jeunes une portion de terre et de matériel agricole. Un chiffre de 4 milliards de francs CFA a été avancé.

Derrière cette prétendue "aide" se cache en fait, la peur du régime face à un nombre grandissant des jeunes citadins, de plus en plus désabusés, désœuvrés, sans avenir et dont la colère, si elle éclate au grand jour, pourrait menacer la tranquillité des gens aisés du Plateau et des quartiers luxueux.

Il s'agit donc pour le gouvernement, à travers ce "retour à la terre", de trouver un prétexte pour éloigner des villes certains jeunes trop remuants. Le gouvernement espère-il ainsi éviter des explosions de colère comme on l'a vu au Sénégal, en Corée du Sud, en Birmanie et aujourd'hui en Algérie ?

En tout cas malgré tout le battage fait à la presse, à la radio et à la télévision, autour de cette campagne, beaucoup de jeunes, contrairement à ce qu'auraient souhaité les dirigeants, se posent des questions. Certains se disent: "comment peut-on nous demander de retourner aux champs après avoir obligé nos parents à payer nos études au prix de mille sacrifices"; ou encore : "le retour à la terre, c'est pour nous les fils des pauvres. Leurs fils à eux, avec ou sans bac, sont assurés de trouver une place ici ou en Europe".

Le problème est là en effet. Ce sont les enfants des pauvres, qui sont les laissés pour compte du "miracle ivoirien". Mais ces jeunes sont loin d'être les seuls à souffrir de la politique du régime. La vie devient de plus en plus dure pour toutes les petites gens. Les salaires sont bloqués depuis longtemps; et le niveau de vie de la classe laborieuse ne cesse de se détériorer.

Abidjan est une ville avec des buldings modernes et luxueux, des quartiers aérés et bien entretenus. On peut y faire ses emplettes comme dans les quartiers luxueux de Paris. Et souvent les tenants du régime la présentent comme la "vitrine de l'Afrique". Mais c'est de la poudre aux yeux comme l'est la cathédrale "Jean-Paul II" ou la "basilique". A côté de cette "vitrine", vit, dans les quartiers insalubres, la grande majorité des travailleurs ne disposant même pas d'électricité et d'eau courante, sans même parler du reste.

Alors, s' il y a quelque chose qu'on peut souhaiter pour le régime, c'est que tous les laissés pour compte, tous les exploités ne se contentent pas seulement d'admirer la "vitrine" mais fassent trembler tous les bourgeois des quartiers riches et leurs protecteurs de Paris, en montrant leur colère.

### Le rêve du valet Houphouët Boigny

Houphouët Boigny, président à vie de la Côte d'Ivoire voulait décrocher à tout prix le "Prix Nobel de la Paix". Il utilisait pour cela, depuis plusieurs mois, tous les moyens médiatiques dont il dispose.

sance des services qu'il leur a rendus pendant tout son règne, depuis l'indépendance. Houphouët est en fin de carrière et il ne voulait plus se contenter des titres que ses griots ou lui-même s'est attribués jusque-là.

Pourra-t-il dépasser les Moussa Traoré et consorts dans la course aux titres en obtenant le Nobel? C'est râté pour cette année: le prix Nobel de la paix a été attribué aux casques bleus de l'O.N.U.

En attendant le prochain "Nobel", il peut se contenter d'un autre titre, un homme "hors du commun" décerné par "des esprits savants et lumineux, des célébrités politiques et intellectuelles (qui) ont disserté sur l'action et le parcours exceptionnel du président Félix Houphouët Boigny". Dixit "Fraternité hebdo".

### TCHAD-LIBYE : VERS UNE ENTENTE ENTRE LES DICTATEURS?

Le 3 octobre a été annoncée la reprise des relations diplomatiques entre la Libye et le Tchad. On ne sait pas si une "réconciliation" entre les deux pays sera effective pour bientôt. Mais pour le moment, c'est Kadhafi qui a fait quelques gestes allant apparemment dans ce sens.

En effet, après avoir déclaré en mai dernier, à l'occasion de la conférence de l'O.U.A, qu'il était disposé à reconnaître le régime de Hissène Habré, Kadhafi a envoyé unilatéralement par avion au Tchad, 200 prisonniers tchadiens. Le dictateur libyen n'a évidemment pas fait ce geste pour les beaux yeux du dictateur tchadien. Il y aurait 2.000 prisonniers libyens au Tchad et Kadhafi espérait avoir des prisonniers libyens en échange des prisonniers tchadiens.

Ainsi, après des années d'affrontements, après avoir participé à une guerre criminelle où des dizaines et des dizaines de milliers de gens du Tchad mais aussi de la Libye ont laissé leur vie, Habré et Kadhafi semblent disposés à mettre fin aux hostilités. Soit. Mais dans cette affaire, si Habré et Kadhafi cherchent à s'entendre, c'est uniquement pour leurs propres intérêts, tout comme ils ont entretenu longtemps cette sale guerre au mépris des vies humaines.

On se souvient que c'est pour satisfaire ses basses ambitions personnelles que Habré (de même que ses adversaires tchadiens Goukouni, Kamougué et autres) a engagé la lutte pour s'emparer du pouvoir. Il y est parvenu et il est en train de s'enrichir sur le dos de la population. Kadhafi, de son côté, a pris part à la guerre pour imposer un de ses protégés tchadiens au pouvoir afin d'annexer définitivement la fameuse "bande d'Aouzou".

Mais depuis six ans, Habré a consolidé plus ou moins son pouvoir sous la protection de l'impérialisme français, et Kadhafi a finalement préféré tenir compte de cet état de fait plutôt que de poursuivre une guerre dont l'issue est de plus en plus incertaine.

Si les deux dictateurs arrivent à conclure un accord, cela permettra tout simplement d'avoir les mains libres pour renforcer leur pouvoir et leurs moyens de répression. La cessation de la guerre entre les deux pays ne signifie pas qu'à l'intérieur les deux populations seront un peu plus en paix. Elles auront à subir une autre guerre de, classe celle-là et releguée à l'arrière plan, c'est-à-dire l'oppression et l'exploitation que leur imposeront leurs dirigeants, si elles ne s'organisent pas pour se défendre.

## T C H A D

### "L'effort de guerre", un filon d'or

Au Tchad, la "contribution à l'effort de guerre" est un prétexte commode que les dirigeants utilisent pour rançonner les populations depuis plusieurs années. La dernière entreprise de rançon en date consiste à demander aux femmes de donner, chacune, un minimum de deux pièces d'or équivalant à 60.000 FCFA.

La collecte des pièces d'or, baptisée "Opération Or", a déjà commencé en août dernier: bijoux en or, pièces d'or et argent en espèces ont été ainsi récoltées. Et la moisson -faite en une seule semaine- est estimée à une valeur de plus de 28 millions FCFA. Le quotidien gouvernemental "Info-Tchad" du 1er et 2 septembre a consacré à ce sujet un article dont le titre était significatif: "première semaine de l'opération or: un bilan prometteur".

Pour le moment, ce sont des femmes de N'Djaména, plus particulièrement des femmes de ministres et hauts fonctionnaires, qui ont fait ces "dons". Mais elles n'ont fait que donner le ton pour amener d'autres femmes de la capitale d'abord, celles du reste du pays ensuite, à suivre leur exemple. Et sans doute pour les y encourager, "Info-Tchad" a commencé à publier la liste des femmes qui ont déjà fait un geste "patriotique".

La guerre a bon dos et les dirigeants tchadiens continueront à en profiter pour arnaquer les populations pauvres qui ont déjà bien du mal à survivre -à moins qu'elles ne fassent peur ceux-ci en laissant exploser leur colère.

### Le cynisme du ministre du travail

Au cours d'un séminaire consacré à "l'éducation ouvrière et le développement", le ministre tchadien du Travail et de l'emploi a notamment déclaré: "le gouvernement ne cherche nullement à réduire les travailleurs du Tchad à l'esclavage. Bien au contraire, il s'attèle résolument avec les moyens qui lui sont propres à les mettre à l'abri de l'exploitation, du chômage et de la misère".

Le ministre du Travail et ses collègues du gouvernement ont assurément une façon tout à fait originale de "protéger" les travailleurs. Et ces travailleurs sont bien entendu très contents que chaque mois, on prélève sur leurs salaires des taxes, des cotisations, des impôts et que bien souvent il reste à peine de quoi payer le loyer.



## GUINEE: LES ILLUSIONS SUR LE "NON" DE SEKOU TOURE

Il y a 30 ans naissait la République de Guinée. C'est en octobre 1958, à la suite du fameux "non" au référendum proposé par De Gaulle aux pays africains (colonisés par la France) s'ils voulaient ou non rester dans le cadre de l' "Union Française", que ce pays a en effet autoproclamé son indépendance.

Pour avoir été le seul à faire voter le "non" au général De Gaulle, Sékou Touré passait pour un homme courageux et un modèle à suivre pour bon nombre d'Africains, surtout parmi les jeunes. Beaucoup pensaient qu'il suffirait d'avoir des gens comme lui pour résoudre les problèmes de misère et d'exploitation ou en tout cas, pour défendre la dignité de l'Afrique.

Et par ses déclarations, Sékou Touré lui-même a suscité pas mal d'illusions au sein des populations guinéennes et même africaines dans une certaine mesure. A l'occasion de la proclamation de l'indépendance de son pays, il assurait par exemple: "Ensemble, nous ferons sortir des ténèbres de l'histoire un pays moderne, plein de rayonnement". Il prétendait qu'à la tête de son pays, il n'était qu'un "serviteur comme président". Et très populaire au début de son règne, il se faisait appeler "Silly" (c'est-à-dire éléphant), symbole de la force et de la puissance).

Mais très rapidement Sékou Touré allait dévoiler son vrai visage: un dictateur sanguinaire. Les arrestations arbitraires, les tortures et les assassinats étaient érigés en méthode de gouvernement. De nombreux Guinéens étaient obligés de s'exiler d'année en année. Vers la fin de son règne, il y aurait plus de Guinéens à l'extérieur qu'à l'intérieur de la Guinée, disait-on. Mais cette affirmation n'était malheureusement pas une simple boutade.

De plus, comme cela est le cas de tous les pays d'Afrique, le régime de Sékou Touré était complètement corrompu et pourri. L'économie du pays était en ruines. Et les populations, loin de voir leurs conditions de vie s'améliorer, après l'indépendance, s'enfonçaient de plus en plus dans la misère. Après la mort de Sékou Touré, ses successeurs n'ont pas de solution miracle pour "redresser" l'économie du pays. Et ils ne peuvent pas en trouver. Car il n'y a pas de solution possible au niveau d'un seul pays pour s'en sortir.

La Guinée fait partie aujourd'hui des pays les plus pauvres de la planète. Et comme tous ces pays, elle est obligée de mendier auprès des pays riches pour pouvoir survivre. Dans la société actuelle, profondément injuste, c'est ce sort qui est réservé à nos pays. Face à cela, un individu ou une poignée d'hommes ne peuvent rien. Quand bien même, ils voulaient sincèrement mettre fin à l'exploitation et à la misère, ils ne le pourraient pas.

Les solutions, elles existent - mais à toute une autre échelle. Il existe suffisamment de richesses pour mettre fin à la misère et à la famine, si elles sont réparties de façon juste. Mais ces richesses sont accumulées essentiellement dans les pays impérialistes. Pour qu'elles soient mises à la disposition des hommes et réparties en fonction de leurs besoins, il faut détruire la société capitaliste et en finir avec sa loi ignoble: le profit.

Pour cela, seules les masses pauvres, les masses travailleuses en ont la force et la capacité - ne serait-ce que par leur nombre- si elles sont organisées et armées pas seulement à l'échelle d'un pays, mais de tous les pays.

C'est en s'engageant dans cette voie qu'elles peuvent résoudre leurs problèmes, y compris le manque des libertés démocratiques. Car en renversant l'ordre social actuel où il n'existe aucun droit pour les masses pauvres, celles-ci ne pourraient jouir des droits démocratiques et les maintenir que si elles se font respecter au moyen de leurs forces organisées et armées. Au fond, le combat pour la justice sociale dans nos pays se confond avec la lutte pour la démocratie.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.